

L'extrémisme violent au Canada et dans le monde

Stéphanie von Hlatky,
Nora Abdelrahman Ibrahim,

Peu avant l'assermentation du président Trump, le Centre for International and Defence Policy de l'Université Queen's a tenu un atelier sur l'extrémisme violent auquel ont participé des experts de différents secteurs et disciplines. L'atelier a été organisé en partenariat avec le Ministère de la Sécurité publique du Canada, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, l'ambassade des États-Unis au Canada, le groupe Cachet Hospitality, l'Institute for Intergovernmental Relations et le Centre for the Study of Democracy and Diversity de l'Université Queen's. L'objectif était de définir les défis qui se posent de plus en plus clairement en matière de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, en mettant l'accent sur les actions que le Canada devrait entreprendre sur son territoire et ailleurs dans le monde.

La discussion interdisciplinaire que l'atelier a rendue possible a permis de soulever plusieurs questions intéressantes. Les participants ont en particulier cherché à expliquer comment une mauvaise compréhension des concepts et des moyens de mesurer divers phénomènes liés à l'extrémisme violent peut être contre-productif. Pour éviter les pièges que pose le vocabulaire dans ce domaine, nous proposons donc d'analyser l'extrémisme violent comme étant une vaste gamme d'activités allant du discours haineux aux attentats terroristes. Cela nous permet de mieux définir la vaste portée de l'extrémisme violent ainsi que de faire une analyse neutre, sur le plan idéologique, des divers types d'actions qui y sont liés: autrement dit, on peut ainsi associer différents individus

et groupes à l'extrémisme violent sur la base de leur rhétorique et de leurs actions plutôt qu'en s'appuyant sur des identificateurs de nature idéologique, par exemple.

Sur la base de cette proposition, il est clair que le gouvernement canadien devrait travailler à modifier le discours qui entoure l'extrémisme violent, puisque le discours dominant contribue actuellement à produire de fausses perceptions dans ce domaine et à cibler injustement certaines communautés. Or, un langage qui crée de la division accroît l'inquiétude au sein de la population, tout comme une couverture médiatique continue des attentats terroristes qui se produisent dans le monde amplifie la perception de l'omniprésence des menaces liées à l'extrémisme violent. Le faible nombre d'actes terroristes qui ont été perpétrés en Occident a en effet marqué de façon disproportionnée le discours public, ce qui a entraîné une augmentation constante des budgets consacrés à la sécurité intérieure ainsi que le financement d'opérations de sécurité internationale.

médias et les autorités, risque tout simplement de creuser davantage le fossé d'incompréhension entre les musulmans et les non-musulmans.

L'attentat mortel qui a été commis à la [mosquée de Québec](#) le 29 janvier dernier, par exemple, a mis ces questions en évidence: quelques jours plus tard, le [the Globe and Mail](#) a parlé d'une hausse soudaine des crimes haineux contre les musulmans au Québec. Aux États-Unis, le décret présidentiel qui, sur la base d'arguments liés à la sécurité intérieure, visait à suspendre les visas des ressortissants de six pays à majorité musulmane (Iran, Somalie, Yémen, Syrie, Soudan et Libye) a eu le même effet, puisque considérer les citoyens de ces pays comme des sources de menaces terroristes potentielles alimente la rhétorique antimusulmane (Nowrasteh, 2017). Pourtant, ce décret (actuellement contesté devant les tribunaux) ne s'appuie sur aucun fait démontré: en effet, depuis le 11 septembre 2001, aucune attaque terroriste n'a été commise aux États-Unis par des ressortissants des six pays visés. Ces discours pernicieux ont cependant trouvé des échos partout dans le monde, et entre autres en Europe, où des chefs de partis d'extrême droite ont repris à leur compte la stratégie de Donald Trump.

Comment alors contrer ces argumentaires contreproductifs? Il faut pour cela des efforts plus concertés de la part des médias et des politiciens, qui sont souvent les 'premiers répondants' quand il s'agit d'orienter l'attitude à adopter face aux actes d'extrémisme violent. Mettre en place de meilleures pratiques pour assurer une couverture plus appropriée des attentats terroristes est donc particulièrement urgent. Ces pratiques doivent être le résultat du travail de plusieurs

intervenants, c'est-à-dire des décideurs politiques et des responsables de la sécurité et du renseignement ainsi que de la communauté des chercheurs et des organisations de la société civile. Et soulignons qu'en cette matière de tout petits changements peuvent avoir des effets considérables: cesser d'utiliser un jargon qui contribue à décourager et à démobiliser les citoyens, par exemple, et le remplacer par des termes clairs, est important, surtout dans le cas des communautés qui sont déjà critiques face aux mesures adoptées par le gouvernement en matière de LEV.

February 1, 2017

[Arrest made after hate crimes spike following Quebec mosque attack](#)

By LES PERREAUX and COLIN FREEZE

Police in Quebec have made an arrest amid a spike in Islamophobia

Nous devons également cesser d'avoir recours uniquement à une approche axée d'abord et avant tout sur la sécurité, comme c'est le cas actuellement avec les mesures de LEV, et examiner la possibilité d'adopter des modèles d'intervention semblables à ceux qui sont utilisés en santé publique. Dans ce domaine, on a par exemple lancé de vastes campagnes pour sensibiliser le public aux risques associés au tabagisme et à la conduite en état d'ébriété, en s'appuyant sur des recherches sérieuses et en faisant des

évaluations approfondies du contenu et du style des messages. Par la suite, des études ont clairement démontré les résultats que cela a permis d'obtenir: le tabagisme et le nombre de conducteurs en état d'ébriété ont diminué en Amérique du Nord. Appliquer cette approche à la question de l'extrémisme violent impliquerait de redessiner les limites qui circonscrivent ce que les Canadiens considèrent comme de l'extrémisme violent, afin de contrer des stéréotypes et de promouvoir une meilleure compréhension entre les cultures. Les façons de réagir à l'extrémisme violent qui en découleraient, plutôt que de se limiter à la seule question de la sécurité, seraient alors plus globales et s'inscriraient plus clairement dans les intérêts de la société tout entière (Weine *et al.*, 2016).



